

5° les articles 561 et 562, modifiés par l'arrêté royal du 9 mars 1962;

6° les articles 563, 563bis et 564, insérés par l'arrêté royal du 9 mars 1962;

7° l'article 573. »

Art. 13. L'annexe du même arrêté est modifiée comme suit :

1° l'intitulé de l'annexe est remplacé par :

« Annexe I

Prescriptions minimales visées à l'article 9 »;

2° dans le point 1, les mots « des articles 9 et 10 » sont remplacés par les mots « de l'article 9 »;

3° au point 1 est ajouté un deuxième alinéa rédigé comme suit :

« Les prescriptions minimales énoncées ci-après, dans la mesure où elles s'appliquent aux équipements de travail en service, n'appellent pas nécessairement les mêmes mesures que les exigences essentielles concernant les équipements de travail neufs. »;

4° les deux derniers alinéas du point 3.1. sont remplacés par la disposition suivante :

« Les systèmes de commande doivent être sûrs et être choisis compte tenu des défaillances, perturbations et contraintes prévisibles dans le cadre de l'utilisation projetée. ».

Art. 14. Au même arrêté est ajoutée une annexe II rédigée comme suit :

« Annexe II

Dispositions concernant l'utilisation des équipements de travail conformément à l'article 5, alinéa 1^{er}.

0. Remarque préliminaire.

Les dispositions de la présente annexe s'appliquent dans le respect des dispositions du présent arrêté et lorsque le risque correspondant existe pour l'équipement de travail considéré.

1. Les équipements de travail doivent être installés, disposés et utilisés de manière à permettre de réduire les risques pour les opérateurs de l'équipement de travail et pour les autres travailleurs exposés, par exemple en faisant en sorte qu'il y ait assez d'espace libre entre les éléments mobiles des équipements de travail et des éléments fixes ou mobiles de leur environnement et que toute énergie ou substance utilisée ou produite puisse être amenée et/ou évacuée de manière sûre.

2. Le montage et le démontage des équipements de travail doivent être réalisés de façon sûre, notamment grâce au respect des instructions éventuelles du fabricant.

3. Les équipements de travail qui, pendant leur utilisation, peuvent être touchés par la foudre doivent être protégés par des dispositifs ou des mesures appropriés contre les effets de la foudre.

Art. 15. Notre Ministre de l'Emploi et du Travail est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 4 mai 1999.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre de l'Emploi et du Travail,
Mme M. SMET

5° de artikelen 561 en 562, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 9 maart 1962;

6° de artikelen 563, 563bis en 564, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 9 maart 1962;

7° artikel 573. »

Art. 13. De bijlage van hetzelfde besluit wordt als volgt gewijzigd :

1° het opschrift van de bijlage wordt vervangen door :

« Bijlage I

Minimumvoorschriften bedoeld in artikel 9 »;

2° in punt 1 worden de woorden "de artikelen 9 en 10" vervangen door de woorden "het artikel 9";

3° aan punt 1 wordt een tweede lid toegevoegd luidend als volgt :

"De onderstaande minimumvoorschriften, voor zover van toepassing op arbeidsmiddelen die in gebruik zijn, vergen niet noodzakelijkerwijs dezelfde maatregelen als de fundamentele eisen die van toepassing zijn op nieuwe arbeidsmiddelen. »;

4° de twee laatste leden van punt 3.1 worden vervangen door volgende bepaling :

"De bedieningssystemen moeten veilig zijn en bij de keuze moet rekening worden gehouden met defecten, storingen en belastingen die bij het gebruik kunnen worden verwacht. ».

Art. 14. Aan hetzelfde besluit wordt een bijlage II toegevoegd luidend als volgt :

« Bijlage II

Bepalingen betreffende het gebruik van arbeidsmiddelen conform artikel 5, eerste lid.

0. Voorafgaande opmerking.

De bepalingen van deze bijlage zijn van toepassing met inachtneming van het bepaalde in dit besluit en wanneer het overeenkomstige risico voor het betrokken arbeidsmiddel bestaat.

1. Arbeidsmiddelen moeten zodanig geïnstalleerd, opgesteld en gebruikt worden dat de gevaren voor de gebruikers van het arbeidsmiddel en de andere werknemers beperkt worden, bijvoorbeeld door ervoor te zorgen dat er voldoende vrije ruimte is tussen de bewegende delen van de arbeidsmiddelen en de vaste of de bewegende delen van hun omgeving en dat alle gebruikte of geproduceerde energieën of stoffen op veilige wijze kunnen worden aan en/of afgevoerd.

2. De montage en de demontage van arbeidsmiddelen moeten op veilige wijze plaatsvinden, met name onder naleving van de eventuele aanwijzingen van de fabrikant.

3. Arbeidsmiddelen die bij gebruik door bliksem kunnen worden getroffen, moeten door passende inrichtingen of maatregelen tegen blikseminslag worden beschermd.

Art. 15. Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 4 mei 1999.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,
Mevr. M. SMET

F. 99 — 1635

[C - 99/12421]

**4 MAI 1999. — Arrêté royal
concernant l'utilisation d'équipements de travail mobiles**

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 4 août 1996 concernant le bien-être des travailleurs lors de l'exécution de leur travail, notamment les articles 4 et 80;

Vu la deuxième directive particulière 89/655/CEE du 30 novembre 1989 du Conseil des Communautés européennes concernant les prescriptions minimales de sécurité et de santé pour l'utilisation par les travailleurs au travail d'équipements de travail, modifiée par la directive 95/63/CE du 5 décembre 1995;

N. 99 — 1635

[C - 99/12421]

**4 MEI 1999. — Koninklijk besluit betreffende het gebruik
van mobiele arbeidsmiddelen**

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 4 augustus 1996 betreffende het welzijn van de werknemers bij de uitvoering van hun werk, inzonderheid op de artikelen 4 en 80;

Gelet op de tweede bijzondere richtlijn 89/655/EEG van 30 november 1989 van de Raad van de Europese Gemeenschappen betreffende de minimumvoorschriften inzake veiligheid en gezondheid bij het gebruik door werknemers van arbeidsmiddelen op de arbeidsplaats, gewijzigd bij de richtlijn 95/63/EG van 5 december 1995;

Vu le Règlement général pour la protection du travail, approuvé par les arrêtés du Régent des 11 février 1946 et 27 septembre 1947, notamment l'article 44bis, remplacé par arrêté royal du 3 février 1975, l'article 49bis, inséré par arrêté royal du 5 juin 1957 et l'article 54bis, inséré par arrêté royal du 24 avril 1969;

Vu l'avis du Conseil supérieur pour la Prévention et la Protection au travail, donné le 28 janvier 1999;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, remplacé par la loi, du 4 juillet 1989 et modifié par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant que la directive 95/63/CE devait être transposée en droit belge au plus tard le 5 décembre 1998; qu'il est par conséquent urgent de prendre sans délais les mesures nécessaires pour éviter que la responsabilité de l'Etat belge soit mise en cause;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Emploi et du Travail,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Sous-section Ire. — Principes généraux.

Article 1^{er}. Les dispositions du présent arrêté s'appliquent aux employeurs et aux travailleurs, ainsi qu'aux personnes y assimilées, visés à l'article 2 de la loi du 4 août 1996 relative au bien-être des travailleurs lors de l'exécution de leur travail.

Art. 2. Le présent arrêté s'applique aux équipements de travail mobiles, automoteurs ou non.

Art. 3. Les dispositions de l'arrêté royal du 12 août 1993 concernant l'utilisation des équipements du travail et de ses annexes sont applicables aux équipements de travail mobiles.

Art. 4. Sans préjudice des dispositions de l'article 3 de l'arrêté royal du 12 août 1993 concernant l'utilisation des équipements de travail, les équipements de travail mobiles mis à la disposition des travailleurs dans l'entreprise ou l'établissement doivent satisfaire aux dispositions des arrêtés transposant les directives communautaires qui sont applicables à ces équipements.

Art. 5. Dans la mesure où les dispositions visées à l'article 4 ne sont pas ou ne sont que partiellement d'application, les équipements de travail mobiles mis à la disposition des travailleurs doivent satisfaire aux dispositions du Règlement général pour la protection du travail qui leur sont applicables, aux dispositions de l'annexe I à l'arrêté royal du 12 août 1993 concernant l'utilisation des équipements du travail ainsi qu'aux prescriptions minimales spécifiques visées à l'article 6.

Sans préjudice des dispositions de l'article 4, les équipements de travail mobiles déjà mis à la disposition des travailleurs dans l'entreprise ou l'établissement à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté doivent satisfaire, au plus tard au 5 décembre 2002, aux prescriptions des articles 6 à 13.

Sous-section II. — Prescriptions minimales spécifiques applicables aux équipements de travail mobiles.

Art. 6. Les prescriptions minimales spécifiques ci-dessous s'appliquent dans le respect des dispositions des articles 4 et 5.

Art. 7. Dans la mesure où elles s'appliquent aux équipements de travail mobiles en service, ces prescriptions n'appellent pas nécessairement les mêmes mesures que les exigences essentielles concernant les équipements de travail mobiles neufs.

Art. 8. Les équipements de travail mobiles avec travailleurs portés doivent être aménagés de façon à réduire les risques pour le ou les travailleurs pendant le déplacement.

Dans ces risques doivent être inclus les risques de contact des travailleurs avec les roues ou les chenilles ou de coincement par celles-ci.

Art. 9. Lorsque le blocage intempestif des éléments de transmission d'énergie entre un équipement de travail mobile et ses accessoires et/ou remorques peut engendrer des risques spécifiques, cet équipement de travail doit être équipé ou aménagé de façon à empêcher le blocage des éléments de transmission d'énergie.

Lorsqu'un tel blocage ne peut pas être empêché, toutes les mesures possibles doivent être prises pour éviter les conséquences dommageables pour les travailleurs.

Gelet op het Algemeen Reglement voor de arbeidsbescherming, goedgekeurd bij de besluiten van de Regent van 11 februari 1946 en 27 september 1947, inzonderheid op artikel 44bis, vervangen door het koninklijk besluit van 3 februari 1975, artikel 49bis, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 5 juni 1957 en artikel 54bis, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 24 april 1969;

Gelet op het advies van de Hoge Raad voor Preventie en Bescherming op het werk gegeven op 28 januari 1999;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, vervangen bij de wet van 4 juli 1989 en gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de richtlijn 95/63/EG uiterlijk op 5 december 1998 in Belgisch recht diende omgezet te zijn; dat het derhalve dringend noodzakelijk is zonder uitstel de nodige maatregelen te treffen om te vermijden dat de aansprakelijkheid van de Belgische staat in het gedrang zou komen;

Op de voordracht van Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Onderafdeling I. — Algemene beginselen.

Artikel 1. Dit besluit is van toepassing op de werkgevers en de werknemers en op de daarmee gelijkgestelde personen bedoeld in artikel 2 van de wet van 4 augustus 1996 betreffende het welzijn van de werknemers bij de uitvoering van hun werk.

Art. 2. Dit besluit is van toepassing op mobiele arbeidsmiddelen, al dan niet met eigen aandrijving.

Art. 3. De bepalingen van het koninklijk besluit van 12 augustus 1993 betreffende het gebruik van arbeidsmiddelen en zijn bijlagen zijn van toepassing op mobiele arbeidsmiddelen.

Art. 4. Onverminderd de bepalingen van artikel 3 van het koninklijk besluit van 12 augustus 1993 betreffende het gebruik van arbeidsmiddelen, moeten de mobiele arbeidsmiddelen die ter beschikking van de werknemers zijn gesteld in de onderneming of inrichting, voldoen aan de bepalingen van de besluiten genomen in uitvoering van de communautaire richtlijnen die op deze arbeidsmiddelen van toepassing zijn.

Art. 5. Voor zover de bepalingen bedoeld in artikel 4 niet of slechts ten dele van toepassing zijn moeten de mobiele arbeidsmiddelen die ter beschikking van de werknemers zijn gesteld in de onderneming of inrichting voldoen aan de bepalingen van het Algemeen Reglement voor de arbeidsbescherming die er op van toepassing zijn, aan de bepalingen van bijlage I van het koninklijk besluit van 12 augustus 1993 betreffende het gebruik van arbeidsmiddelen, alsook aan de specifieke minimumvoorschriften bedoeld in artikel 6.

Onverminderd de bepalingen van artikel 4 moeten de mobiele arbeidsmiddelen die op de datum van inwerkingtreding van dit besluit reeds ter beschikking van de werknemers staan in de onderneming of inrichting, uiterlijk op 5 december 2002 voldoen aan de bepalingen van de artikelen 6 tot 13.

Onderafdeling II. — Specifieke minimumvoorschriften van toepassing op mobiele arbeidsmiddelen.

Art. 6. De hierna vermelde specifieke minimumvoorschriften zijn van toepassing met inachtnaam van de voorschriften van de artikelen 4 en 5.

Art. 7. Voor zover van toepassing op mobiele arbeidsmiddelen die in gebruik zijn, vergen deze voorschriften niet noodzakelijkerwijs dezelfde maatregelen als de fundamentele eisen die van toepassing zijn op nieuwe mobiele arbeidsmiddelen.

Art. 8. Mobiele arbeidsmiddelen waarop een of meer werknemers worden meegevoerd, moeten zodanig uitgevoerd zijn dat het risico voor de werknemer(s) tijdens de verplaatsing beperkt wordt.

Onder dit risico valt ook het risico dat de werknemers in aanraking komen met banden of rupsbanden, of daartussen beklemd raken.

Art. 9. Wanneer er bij het onverhoeds blokkeren van de elementen voor de energieoverbrenging tussen een mobiel arbeidsmiddel en zijn hulpstukken en/of aanhangers specifieke risico's kunnen ontstaan, moet dit arbeidsmiddel zodanig uitgerust of uitgevoerd zijn dat wordt verhinderd dat de elementen voor energieoverbrenging blokkeren.

Wanneer een dergelijke blokkering niet kan worden verhinderd, moeten alle mogelijke maatregelen worden genomen om te vermijden dat schadelijke gevolgen voor de werknemers ontstaan.

Art. 10. Lorsque les éléments de transmission d'énergie entre équipements de travail mobiles risquent de s'encrasser et de s'abîmer en traînant par terre, des fixations doivent être prévues.

Art. 11. Les équipements de travail mobiles avec travailleur(s) porté(s) doivent limiter, dans les conditions effectives d'utilisation, les risques provenant d'un retournement ou d'un renversement de l'équipement de travail :

1. soit par une structure de protection empêchant que l'équipement de travail ne se renverse de plus d'un quart de tour;
2. soit par une structure garantissant un espace suffisant autour du ou des travailleurs portés si le mouvement peut continuer au-delà du quart de tour;
3. soit par tout autre dispositif de portée équivalente.

Ces structures de protection peuvent faire partie intégrante de l'équipement de travail.

Ces structures de protection ne sont pas requises lorsque l'équipement de travail est stabilisé pendant l'emploi ou lorsque le retournement ou le renversement de l'équipement de travail est rendu impossible par construction.

S'il existe un risque qu'un travailleur porté, lors d'un retournement ou d'un renversement, soit écrasé entre des parties de l'équipement de travail et le sol, un système de retenue du ou des travailleurs porté(s) doit être installé.

Art. 12. Les chariots élévateurs sur lesquels prennent place un ou plusieurs travailleurs doivent être aménagés ou équipés de manière à limiter les risques de renversement du chariot-élévateur, par exemple :

1. soit par l'installation d'une cabine pour le conducteur;
2. soit par une structure empêchant que le chariot-élévateur ne se renverse;
3. soit par une structure garantissant qu'en cas de renversement du chariot-élévateur il reste un espace suffisant entre le sol et certaines parties du chariot-élévateur pour les travailleurs portés;
4. soit par une structure maintenant le ou les travailleur(s) sur le siège du poste de conduite de façon à empêcher qu'il(s) ne puisse(nt) être happé(s) par des parties du chariot-élévateur qui se renverse.

Art. 13. Les équipements de travail mobiles automoteurs dont le déplacement peut entraîner des risques pour les travailleurs doivent remplir les conditions suivantes :

- a) ils doivent être munis de moyens permettant d'éviter une mise en marche non autorisée;
- b) ils doivent être munis de moyens appropriés réduisant les conséquences d'une collision éventuelle en cas de mouvement simultané de plusieurs équipements roulant sur des rails;
- c) ils doivent être munis d'un dispositif de freinage et d'arrêt; dans la mesure où la sécurité l'exige, un dispositif de secours actionné par des commandes aisément accessibles ou par des systèmes automatiques doit permettre le freinage et l'arrêt en cas de défaillance du dispositif principal;
- d) lorsque le champ de vision direct du conducteur est insuffisant, pour assurer la sécurité, ils doivent être munis de dispositifs auxiliaires adéquats, améliorant la visibilité;
- e) s'ils sont prévus pour une utilisation de nuit ou dans des lieux obscurs, ils doivent être munis d'un dispositif d'éclairage adapté au travail à effectuer et assurer une sécurité suffisante pour les travailleurs;
- f) s'ils comportent des risques d'incendie par eux-mêmes ou du fait de leurs remorques et/ou cargaisons susceptibles de mettre en danger des travailleurs, ils doivent être munis de dispositifs appropriés de lutte contre l'incendie, sauf si le lieu d'utilisation en est équipé à des endroits suffisamment rapprochés;
- g) s'ils sont télécommandés, ils doivent s'arrêter automatiquement lorsqu'ils sortent du champ d'action du contrôle;
- h) s'ils sont télécommandés et s'ils peuvent, dans des conditions normales d'utilisation, heurter ou coincer des travailleurs, ils doivent être équipés de dispositifs de protection contre ces risques, sauf si d'autres dispositifs sont en place pour contrôler le risque de heurt.

Art. 10. Wanneer de elementen voor de energie-overbrenging tussen mobiele arbeidsmiddelen vervuild of beschadigd dreigen te worden doordat zij over de grond slepen, moeten bevestigingsmiddelen voorhanden zijn.

Art. 11. Mobiele arbeidsmiddelen met een of meer meerijsende werknemers moeten zodanig zijn uitgevoerd dat onder de werkelijke gebruiksomstandigheden de risico's als gevolg van het kantelen of omvallen van het arbeidsmiddel worden beperkt door :

1. hetzij een beschermingsconstructie die verhindert dat het arbeidsmiddel meer dan een kwartslag kantelt;
2. hetzij een constructie die ervoor zorgt dat er rond de meegevoerde werknemer(s) voldoende vrije ruimte voorhanden is, wanneer het arbeidsmiddel zich meer dan een kwartslag kan bewegen;
3. hetzij door een andere voorziening van gelijke waarde.

Deze beschermingsconstructies kunnen een integrerend onderdeel van het arbeidsmiddel zijn.

Deze beschermingsconstructies zijn niet vereist wanneer het arbeidsmiddel tijdens het gebruik wordt gestabiliseerd of wanneer het arbeidsmiddel zodanig is ontworpen dat het niet kan kantelen of omvallen.

Als het risico bestaat dat een meerijsende werknemer bij kanteling of omslaan wordt platgedrukt tussen de delen van het arbeidsmiddel en de grond, moet een systeem worden geïnstalleerd waarmee de meegevoerde werknemer(s) kan (kunnen) worden tegengehouden.

Art. 12. Heftrucks met een of meer meerijsende werknemers moeten zodanig worden uitgevoerd of uitgerust, dat het gevaar voor kanteling wordt beperkt, bijvoorbeeld :

1. hetzij door de installatie van een bestuurderscabine;
2. hetzij door een inrichting die verhindert dat de heftruck kantelt;
3. hetzij door een inrichting die ervoor zorgt dat, wanneer de heftruck kantelt, er voor de meerijsende werknemer(s) voldoende vrije ruimte is tussen de grond en bepaalde delen van de heftruck;
4. hetzij door een inrichting die ervoor zorgt dat de werknemer(s) op de bestuurdersstoel wordt (worden) vastgehouden, zodat hij (zij) niet door delen van de kantelende heftruck kan (kunnen) worden gegrepen.

Art. 13. Mobiele arbeidsmiddelen met eigen aandrijving waarvan de verplaatsing risico's voor de werknemers kan opleveren, moeten aan de volgende voorwaarden voldoen :

- a) uitgerust zijn met middelen om te vermijden dat zij door onbevoegden in werking kunnen worden gesteld;
- b) uitgerust zijn met passende middelen ter beperking van de gevolgen van een eventuele botsing, ingeval verschillende, op rails rijdende arbeidsmiddelen tegelijkertijd worden verplaatst;
- c) uitgerust zijn met een rem- en stop-voorziening; voor zover dit om veiligheidsredenen nodig is, moet een door gemakkelijk toegankelijke besturingsorganen of via automatische systemen in werking gestelde noodvoorziening worden aangebracht, waarmee bij het uitvallen van het hoofdsysteem het arbeidsmiddel kan worden afgeremd en tot stilstand kan worden gebracht;
- d) uitgerust zijn met adequate hulpmiddelen die een toereikend zicht mogelijk maken wanneer het directe gezichtsveld van de bestuurder ontoereikend is om de veiligheid te waarborgen;
- e) als zij 's nachts of op donkere plaatsen gebruikt moeten worden moeten zij zijn voorzien van een verlichtingsinstallatie die aangepast is aan het uit te voeren werk, en aan de werknemers voldoende veiligheid bieden;
- f) indien zij zelf of door hun aanhangers en/of ladingen brandrisico's opleveren waardoor werknemers in gevaar kunnen worden gebracht, moeten zij van passende brandbestrijdingsmiddelen zijn voorzien, tenzij de plaats van gebruik hiermee op voldoende korte afstand van het arbeidsmiddel is uitgerust;
- g) wanneer zij op afstand worden bediend, moeten zij automatisch tot stilstand komen, wanneer zij het controlegebied verlaten;
- h) wanneer zij op afstand worden bediend en onder normale gebruiksomstandigheden werknemers kunnen aan- of klemrijden, moeten zij zijn uitgerust met voorzieningen die bescherming tegen deze risico's bieden, tenzij er andere geschikte inrichtingen aanwezig zijn om het gevaar voor aanrijdingen te beperken.

Sous-section III. — Dispositions spécifiques concernant l'utilisation d'équipements de travail mobiles.

Art. 14. L'employeur prend les mesures nécessaires pour que les équipements de travail mobiles soient utilisés conformément aux dispositions spécifiques suivantes :

1. La conduite d'équipements de travail mobiles automoteurs, est réservée aux travailleurs qui ont reçu une formation adéquate pour la conduite sûre de ces équipements de travail.

2. Si un équipement de travail évolue dans une zone de travail, des règles de circulation adéquates doivent être établies et suivies.

3. Des mesures d'organisation doivent être prises pour éviter que des travailleurs à pied ne se trouvent dans la zone de travail d'équipements de travail automoteurs. Si la présence de travailleurs exposés à pied est requise pour la bonne exécution des travaux, des mesures appropriées doivent être prises pour éviter qu'ils soient blessés par les équipements.

4. L'accompagnement de travailleurs sur des équipements de travail mobiles mus mécaniquement n'est autorisé que sur des emplacements sûrs aménagés à cet effet.

Si des travaux doivent être effectués pendant le déplacement, la vitesse doit, au besoin, être adaptée.

5. Les équipements de travail mobiles munis d'un moteur à combustion ne doivent être employés dans les zones de travail que si un air ne présentant pas de risques pour la sécurité et la santé des travailleurs en quantité suffisante y est garanti.

Sous-section IV. — Dispositions finales.

Art. 15. Sont abrogés dans le Règlement général pour la protection du travail, approuvé par les arrêtés du Régent des 11 février 1946 et 27 septembre 1947 :

1° l'article 44*bis*, remplacé par arrêté royal du 3 février 1975;

2° l'article 49*bis*, inséré par arrêté royal du 5 juin 1957;

3° l'article 54*bis*, inséré par arrêté royal du 24 avril 1969.

Art. 16. Sont chargés de la surveillance des dispositions du présent arrêté :

a) les ingénieurs, ingénieurs industriels, ingénieurs techniciens et contrôleurs techniques de l'Inspection technique de l'Administration de la sécurité du travail;

b) les médecins-inspecteurs du travail et les inspecteurs adjoints d'hygiène de l'Inspection médicale de l'Administration de l'hygiène et de la médecine du travail.

Art. 17. Les dispositions des articles 1^{er} à 14 du présent arrêté constituent la section II du Titre VI, Chapitre II du Code sur le bien-être au travail intitulées comme suit :

« 1° TITRE VI. — Equipements de travail. »

« 2° CHAPITRE II. — Dispositions spécifiques. »

« 3° Section II. — Equipements de travail mobiles. ».

Art. 18. Notre Ministre de l'Emploi et du Travail est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 4 mai 1999.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre de l'Emploi et du Travail,
Mme M. SMET

Onderafdeling III. — Specifieke bepalingen betreffende het gebruik van mobiele arbeidsmiddelen.

Art. 14. De werkgever treft de nodige maatregelen opdat de mobiele arbeidsmiddelen worden gebruikt in overeenstemming met volgende specifieke bepalingen :

1. Mobiele arbeidsmiddelen met eigen aandrijving mogen alleen worden bestuurd door werknemers die een adequate opleiding voor het veilig besturen van deze arbeidsmiddelen hebben gekregen.

2. Wanneer een arbeidsmiddel zich binnen een werkzone beweegt, moeten adequate verkeersregels worden vastgesteld en nageleefd.

3. Er moeten organisatorische maatregelen worden genomen om te vermijden dat zich werknemers te voet bevinden in de werkzone van arbeidsmiddelen met eigen aandrijving. Indien de aanwezigheid van blootgestelde werknemers te voet voor de goede uitvoering van de werkzaamheden vereist is, moeten passende maatregelen worden genomen om te voorkomen dat deze door de arbeidsmiddelen worden verwond.

4. Het meerijden van werknemers op mechanisch voortbewogen mobiele arbeidsmiddelen is slechts toegestaan op speciaal daartoe ingerichte veilige plaatsen.

Als tijdens de verplaatsing werkzaamheden moeten worden uitgevoerd, moet de snelheid zo nodig worden aangepast.

5. Met een verbrandingsmotor uitgeruste mobiele arbeidsmiddelen mogen in de werkzones slechts worden gebruikt als er wordt gezorgd voor voldoende lucht die geen gevaar oplevert voor de veiligheid en gezondheid van de werknemers.

Onderafdeling IV. — Slotbepalingen.

Art. 15. Worden opgeheven in het Algemeen Reglement voor de arbeidsbescherming, goedgekeurd bij de besluiten van de Regent van 11 februari 1946 en 27 september 1947 :

1° artikel 44*bis*, vervangen door het koninklijk besluit van 3 februari 1975;

2° artikel 49*bis* ingevoegd bij het koninklijk besluit van 5 juni 1957;

3° artikel 54*bis* ingevoegd bij het koninklijk besluit van 24 april 1969.

Art. 16. Zijn belast met het toezicht op de naleving van de bepalingen van dit besluit :

a) de ingenieurs, industrieel ingenieurs, technisch ingenieurs en technisch controleurs van de Technische Inspectie van de Administratie van de arbeidsveiligheid;

b) de geneesheren-arbeidsinspecteurs en de adjunct-inspecteurs-arbeidshygiëne van de Medische Inspectie van de Administratie van de arbeidshygiëne en -geneeskunde.

Art. 17. De bepalingen van de artikelen 1 tot 14 van dit besluit vormen afdeling II van Titel VI, Hoofdstuk II van de Code over het welzijn op het werk met volgende opschriften :

« 1° TITEL VI. — Arbeidsmiddelen. »

« 2° HOOFDSTUK II. — Specifieke bepalingen. »

« 3° Afdeling II. — Mobiele arbeidsmiddelen. ».

Art. 18. Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 4 mei 1999.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,
Mevr. M. SMET